

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS  
DE BELGIQUE

22 novembre 2011

**PROPOSITION DE RÉSOLUTION**

**relative à l'amélioration du contrôle  
du bien-être animal**

(déposée par Mmes Rita De Bont  
et Annick Ponthier)

---

BELGISCHE KAMER VAN  
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

22 november 2011

**VOORSTEL VAN RESOLUTIE**

**voor een betere controle  
op het dierenwelzijn**

(ingediend door de dames Rita De Bont  
en Annick Ponthier)

---

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen!	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
LDD	:	Lijst Dedecker	
INDEP-ONAFH	:	Indépendant - Onafhankelijk	

  

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkortingen bij de nummering van de publicaties:</i>	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 <sup>ème</sup> législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 <sup>e</sup> zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

  

<i>Publications officielles éditées par la Chambre des représentants</i>		<i>Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers</i>	
<i>Commandes:</i>		<i>Bestellingen:</i>	
Place de la Nation 2		Natieplein 2	
1008 Bruxelles		1008 Brussel	
Tél.: 02/ 549 81 60		Tel.: 02/ 549 81 60	
Fax: 02/549 82 74		Fax: 02/549 82 74	
www.lachambre.be		www.dekamer.be	
e-mail: publications@lachambre.be		e-mail: publicaties@dekamer.be	

## DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Les services administratifs du SPF Santé publique et Bien-être animal, ainsi que la justice et la police, sont régulièrement submergés de plaintes concernant la non-application de la loi relative au bien-être animal, qui date d'il y a 25 ans. Ces plaintes sont directement liées à la maltraitance animale, à la stabulation ou l'hébergement illicites, à une protection insuffisante en cas de conditions climatiques rigoureuses, à des abattages illégaux, à des importations non autorisées, à l'élevage et à la vente de jeunes animaux, etc. Les animaux problématiques, qui ont souvent fait l'objet de pratiques inadmissibles et illégales, échouent régulièrement dans des refuges pour animaux qui, surtout en période de vacances, sont surchargés et qui, en dépit de moyens limités, essaient néanmoins d'offrir la solution la plus adéquate. De ce fait, ces refuges sont également souvent confrontés à des plaintes et accusations qui sont souvent fondées, mais pas toujours. Bon nombre de plaintes sont classées sans suite, ce qui engendre des frustrations dans le chef du plaignant et des amis des animaux.

Souvent, les responsables politiques, mais aussi le grand public, sont interpellés au sujet de pratiques intolérables, qu'elles aient ou non déjà fait l'objet d'une enquête, qu'elles soient persistantes ou passées, réelles ou feintes. Il est difficile pour le citoyen de faire la part des choses entre fiction et réalité et celui-ci est souvent renvoyé d'un service à l'autre par les autorités en raison du morcellement des compétences en matière de bien-être animal.

Ni les infractions à la législation existante en matière de bien-être animal, ni les accusations gratuites d'organisations et de personnes qui se préoccupent du bien-être animal ne sauraient être tolérées.

Afin, d'une part, de pouvoir agir de manière réellement plus efficace contre les pratiques douteuses et les cas de maltraitance envers les animaux rapportés à de multiples reprises et, d'autre part, de mettre une terme aux malentendus et aux frustrations et de ne pas surcharger diverses instances d'enquêtes inutiles et répétées, il serait souhaitable de charger un service de police spécifique et spécialement formé à cet effet de la recherche effective en matière de maltraitance envers les animaux. Il s'agirait à cet effet de créer une police animalière (*Animal Cops*) à l'instar des exemples néerlandais et américain et par analogie avec la police de l'environnement et les agents de l'environnement. Cette police animalière devrait disposer de son propre service

## TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

De administratieve diensten bij de FOD Volksgezondheid en Dierenwelzijn, alsook justitie en politie, worden regelmatig overspoeld door klachten over het niet toepassen van de 25 jaar oude wet op het dierenwelzijn. Deze klachten staan in rechtstreeks verband met dierenmishandeling, ongeoorloofde stalling of huisvesting, onvoldoende bescherming tegen gure weersomstandigheden, onwettelijke slachting, ontoelaatbare invoer, kweek en verkoop van jonge dieren enzovoort. Probleemdieren, die vaak hun oorsprong vinden in ontoelaatbare en onwettelijke praktijken, komen regelmatig terecht in dierenasiels die, vooral in de vakantieperiodes, worden overbelast en met beperkte middelen toch de meest geschikte oplossing proberen aan te bieden. Hierdoor worden ook zij vaak geconfronteerd met vaak terechte, maar soms ook onterechte, klachten en aantijgingen. Vele klachten worden geseponneerd, wat leidt tot frustratie bij de klager en dierenliefhebbers.

Beleidsverantwoordelijken, maar ook het brede publiek, worden vaak aangesproken over al dan niet reeds onderzochte, aanhoudende of beëindigde, reële of geveinsde wanpraktijken. Het is voor de burger moeilijk om fictie te onderscheiden van harde realiteit en als gevolg van de versnippering van de bevoegdheid inzake dierenwelzijn verwijst de overheid hem vaak van de ene dienst naar de andere.

Noch inbreuken tegen de bestaande wetgeving op het dierenwelzijn, noch valse beschuldigingen van organisaties en personen die het goed voorhebben met het dierenwelzijn, kunnen worden geduld.

Om enerzijds daadwerkelijk efficiënter te kunnen optreden tegen veelvuldig gemelde wanpraktijken en dierenmishandeling en anderzijds misverstanden en frustraties de wereld uit te helpen en diverse instanties niet te overbelasten met onnodig of herhaaldelijk onderzoek, zou het wenselijk zijn een specifieke en hiervoor speciaal opgeleide politiedienst te belasten met het daadwerkelijk onderzoek naar dierenmishandeling. Hiervoor zou naar Nederlands en Amerikaans model, en naar analogie met de milieupolitie of milieuambtenaren, een dierenpolitie (*Animal Cops*) in het leven moeten worden geroepen. Deze dierenpolitie zou een eigen regionale klachtendienst moeten aanbieden, met een centraal telefoonnummer en een webstek waarop niet

de plaintes régional, doté d'un numéro de téléphone central et d'un site internet présentant non seulement la législation relative au bien-être animal, mais rendant également compte, en toute transparence, du suivi des plaintes déposées et des suites qui y sont réservées.

Cette police animalière spécialement formée pourrait apprécier les plaintes en matière de maltraitance envers les animaux en toute objectivité, évitant au parquet de devoir se baser sur une interprétation très subjective et sur l'intérêt fortuit de l'agent de police ayant pris acte de la plainte. En outre, elle pourrait contrôler l'application de la législation relative au bien-être des animaux de manière plus préventive. Le personnel actuellement disponible au SPF Bien-être des animaux est totalement insuffisant à cet effet.

Au sein du SPF Bien-être des animaux, il s'indique également de créer, sous la forme d'une ASBL, un comité spécial de contrôle des établissements détenant des animaux domestiques. Ce comité, qui devrait pouvoir jouir d'une certaine indépendance, devrait être composé de vétérinaires et de comportementalistes cynologistes. Outre le contrôle de tous les établissements qui détiennent, élèvent et vendent des animaux domestiques, ce comité devrait également être chargé d'informer les particuliers à propos de la détention correcte d'animaux domestiques. Plutôt que de désigner un vétérinaire contrôleur au choix, qui, en termes de revenus, est souvent largement dépendant d'un certain établissement, tout établissement devrait être soumis au contrôle du comité à créer. En fonction de sa taille et de sa nature, chaque établissement devrait recevoir, tous les trois mois ou tous les mois, la visite d'un vétérinaire contrôleur et d'un comportementaliste contrôleur.

On ne soulignera jamais assez que les conditions de vie des parents et des jeunes, surtout des chiots, sont déterminantes à l'égard de l'adaptation ultérieure des animaux en société et pour éviter les comportements problématiques (agressions de personnes, penchant pour la destruction, peur de l'abandon, etc.). Si cette question était suffisamment prise en compte lors de l'élevage, de l'achat et de la vente des jeunes animaux domestiques, ceux-ci seraient moins souvent abandonnés dans la nature ou directement dans un refuge. Cela simplifierait également considérablement les choses dans les refuges pour animaux, qui doivent aussi observer la loi sur le bien-être animal avec des moyens limités, et cela permettrait par ailleurs de réduire autant que possible le nombre des décisions souvent difficiles qu'ils doivent prendre pour pouvoir faire face à la surpopulation.

enkel de wetgeving op het dierenwelzijn moet zijn terug te vinden, maar waarop hij ook in alle transparantie verslag moet uitbrengen over de opvolging en het gevolg dat wordt gegeven aan de ingediende klachten.

Deze speciaal opgeleide dierenpolitie zou kunnen zorgen voor een objectieve beoordeling van klachten over dieren mishandeling waardoor het parket zich niet langer moet baseren op een zeer subjectieve interpretatie en de toevallige interesse van de politieman die de klacht vaststelde. Daarnaast zou hij ook de toepassing van de dierenwelzijnswet meer preventief kunnen controleren. Op de FOD Dierenwelzijn is er hiervoor momenteel absoluut onvoldoende personeel ter beschikking.

Het is ook aan te bevelen dat binnen de FOD Dierenwelzijn een speciaal Comité voor Toezicht op Inrichtingen voor Huisdieren wordt opgericht, onder de vorm van een vzw. Dit comité, dat een onafhankelijke koers zou moeten kunnen varen, zou moeten worden samengesteld uit dierenartsen en kynologische gedragstherapeuten. Naast het houden van toezicht op alle inrichtingen voor het houden, fokken en verhandelen van huisdieren, zou dit Comité ook moeten instaan voor het informeren van particulieren rond het verantwoord houden van huisdieren. In plaats van het aanduiden van een controledierenarts naar keuze, die voor zijn inkomen voor een groot gedeelte vaak afhankelijk is van een bepaalde inrichting, zou iedere inrichting moeten worden onderworpen aan het op te richten comité. Elke inrichting zou trimesterieel of maandelijks, afhankelijk van de grootte en aard van de inrichting, een bezoek moeten krijgen van een controlerende dierenarts en een controlerende gedragstherapeut. De rekening voor de controles vallen ten laste van de inrichting, zoals nu ook gebeurt.

Het kan niet genoeg worden benadrukt dat de situatie waarin zowel ouderdieren als jongere dieren, vooral hondenpups, worden gehouden van doorslaggevend belang is voor een latere adaptatie van het dier in de maatschappij en het voorkomen van problematisch gedrag zoals mensgerichte agressie, vernielingsdrang, verlatingsangst enz. Als hiermee voldoende rekening wordt gehouden bij het fokken, kopen en verkopen van jonge huisdieren zal men ook minder moeten overgaan tot het in de natuur achterlaten van het huisdier of tot rechtstreekse afstand aan een asiel. Dit zou tevens het leven voor de dierenasiels, die zich ook met beperkte middelen aan de wet op het dierenwelzijn moeten houden, aanzienlijk vereenvoudigen en de vaak moeilijke beslissingen die zij moeten nemen om het hoofd te kunnen bieden aan overbezetting tot een minimum beperken.

Enfin, outre que les mesures précitées favoriseraient le bien-être animal, la sécurité de la population et les conditions de travail dans les refuges pour animaux, elles permettraient de décharger de ces tâches d'autres services qui ont déjà assez de travail, tâches pour lesquelles ces services sont insuffisamment formés et équipés. Cela permettrait de limiter le surcoût tout en accroissant certainement l'efficacité.

Uiteindelijk zouden bovengenoemde ingrepen niet enkel het dierenwelzijn, de veiligheid van de bevolking en de werkomstandigheden in de dierenasiels bevorderen, maar ze zouden ook andere diensten, die het al druk genoeg hebben, van deze taken, waarvoor ze onvoldoende zijn opgeleid en toegerust, kunnen ontlasten. De meerkost kan zo worden beperkt, maar de efficiëntie zal er zeker goed bij varen.

Rita DE BONT (VB)  
Annick PONTHER (VB)

## PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. considérant que les services administratifs du SPF Santé publique, la justice et la police sont régulièrement inondés de plaintes concernant le bien-être animal;

B. considérant qu'il est souhaitable qu'un service de police spécifique et spécialement formé à cet effet soit chargé d'enquêter effectivement sur la maltraitance animale, et de contrôler, à titre proactif et réactif, le respect de la législation sur le bien-être animal;

C. considérant que la création d'un tel service de police animalière spécialisé peut contribuer à soulager d'autres services insuffisamment équipés pour ces tâches;

D. considérant que cela permettra de limiter le surcoût lié à la création d'une police animalière;

E. considérant qu'il est souhaitable de créer un numéro de téléphone central pour les animaux en détresse et pour la maltraitance animale;

F. vu l'accord de gouvernement néerlandais, qui prévoit l'arrivée de 500 "policiers animaliers" sous la législature actuelle, ainsi que la création d'un numéro d'alerte unique pour les animaux en détresse;

G. considérant qu'aux Pays-Bas, 125 agents seront formés chaque année, à partir de 2011, pour intégrer la police animalière, et que les premiers agents de la police animalière seront opérationnels dès octobre 2011;

H. considérant qu'aux Pays-Bas, le numéro d'appel d'urgence pour les animaux en détresse et la maltraitance animale sera opérationnel en octobre 2011, en même temps que le premier contingent de la police animalière;

I. considérant que les conditions de détention tant des parents que des jeunes animaux proposés à la vente sont déterminantes pour prévenir les comportements problématiques qui, à leur tour, amènent souvent les propriétaires des animaux à les céder à un refuge;

J. considérant que le contrôle de l'application de l'arrêté royal du 27 avril 2007 portant les conditions d'agrément des établissements pour animaux et portant

## VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. overwegende dat de administratieve diensten bij de FOD Volksgezondheid, alsmede justitie en politie, regelmatig worden overspoeld door klachten in verband met dierenwelzijn;

B. overwegende dat het wenselijk is dat een specifieke en speciaal daarvoor opgeleide politiedienst zou worden belast met het daadwerkelijk onderzoek naar dieren mishandeling en met de controle, zowel proactief als reactief, op de naleving van de wetgeving op het dierenwelzijn;

C. overwegende dat de oprichting van een dergelijke gespecialiseerde dierenpolitie kan bijdragen tot een ontlasting van andere diensten, die onvoldoende zijn toegerust op dergelijke taken;

D. overwegende dat zodoende de meerkost, verbonden aan de oprichting van een dierenpolitie, kan worden beperkt;

E. overwegende dat het wenselijk is een centraal telefoonnummer voor dieren in nood en dieren mishandeling te creëren;

F. gelet op het Nederlandse regeerakkoord dat tijdens de huidige kabinetsperiode voorziet in de komst van 500 "animal cops", alsook één alarmnummer voor dieren in nood;

G. overwegende dat in Nederland vanaf 2011 jaarlijks 125 agenten worden opgeleid tot dierenpolitie en dat vanaf oktober 2011 de eerste dierenpolitieagenten operationeel zullen zijn;

H. overwegende dat in Nederland het alarmnummer voor dieren in nood en dieren mishandeling operationeel zal zijn in oktober 2011, tegelijk met de eerste lichte dierenpolitie;

I. overwegende dat de situatie waarin zowel ouderdieren als te koop aangeboden jonge dieren worden gehouden van doorslaggevend belang is voor het voorkomen van problematisch gedrag, dat op zijn beurt vaak leidt tot afstand aan een asiel;

J. overwegend dat de controle op de toepassing van het koninklijk besluit van 27 april 2007 houdende erkenningsvoorwaarden voor inrichtingen voor dieren en de

les conditions de commercialisation des animaux est réduit au minimum;

K. considérant que le SPF Bien-être des animaux ne dispose pas de suffisamment de personnel pour exercer un contrôle efficace et qu'il recourt essentiellement au vétérinaire avec lequel l'établissement a lui-même conclu un contrat pour la détention, l'élevage et la commercialisation des animaux;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de procéder à la création d'une police animalière, qui possédera les connaissances spécialisées et qui sera répartie de manière équilibrée sur l'ensemble du pays;

2. de pourvoir à la formation d'un nombre suffisant d'agents de police animalière;

3. de charger tout particulièrement la police animalière de la lutte contre la maltraitance et la négligence envers les animaux, ainsi que d'autres missions ayant un lien avec le contrôle du respect de la législation sur le bien-être animal;

4. de prévoir un numéro de téléphone central pour les animaux en détresse et la maltraitance envers les animaux;

5. de procéder, au sein du SPF Bien-être des animaux, à la création d'un Comité de contrôle des établissements pour animaux domestiques, composé de vétérinaires et de comportementalistes canins;

6. de veiller à ce que le Comité de contrôle à créer procède, au moins trimestriellement, au contrôle de tout établissement destiné à la détention, à l'élevage et au commerce d'animaux;

7. de charger également ce Comité de contrôle d'informer les particuliers sur la bonne manière de s'occuper d'animaux domestiques;

8. de faire rapport à la Chambre des représentants, avant le 1<sup>er</sup> avril 2012, sur les actions qui ont déjà été entreprises dans l'optique de la création d'une police animalière et du Comité de contrôle des établissements pour animaux domestiques à créer au sein du SPF Bien-être des animaux.

10 novembre 2011

voorwaarden inzake de verhandeling van dieren tot een minimum is beperkt;

K. overwegend dat de FOD Dierenwelzijn over onvoldoende personeel beschikt om een degelijke controle uit te oefenen en men hoofdzakelijk beroep doet op de dierenarts waarmee de instelling voor het houden fokken en verhandelen van dieren zelf een contract heeft afgesloten;

VRAAGT DE FEDERALE REGERING:

1. over te gaan tot de oprichting van een dierenpolitie, die de nodige specialistische kennis bezit en evenwichtig gespreid is over het hele land;

2. in de opleiding van een voldoende aantal dierenpolitieagenten te voorzien;

3. de op te richten dierenpolitie in het bijzonder te belasten met de aanpak van dierenmishandeling en dierenverwaarlozing, alsmede met andere taken die verband houden met het toezicht op de naleving van de wetgeving op het dierenwelzijn;

4. in een centraal telefoonnummer te voorzien voor dieren in nood en dierenmishandeling;

5. binnen de FOD Dierenwelzijn over te gaan tot de oprichting van een Comité voor Toezicht op Inrichtingen voor Huisdieren, bestaande uit dierenartsen en kynologische gedragstherapeuten;

6. elke inrichting voor het houden, fokken en verhandelen van dieren ten minste trimesterieel te controleren door het op te richten Comité voor Toezicht;

7. dit Comité van Toezicht ook te belasten met het informeren van particulieren rond het verantwoord houden van huisdieren;

8. aan de Kamer van volksvertegenwoordigers vóór 1 april 2012 verslag uit te brengen over de acties die reeds zijn genomen met het oog op de oprichting van een dierenpolitie en het binnen de schoot van de FOD Dierenwelzijn op te richten Comité voor Toezicht op Inrichtingen voor Huisdieren.

10 november 2011

Rita DE BONT (VB)  
Annick PONTHER (VB)